

## **Communication de M. Paul Galand, sénateur de Communauté, membre de la section de la Communauté française : « Réseau de lutte contre le VIH/SIDA » – Séance plénière**

1. J'ai participé à la deuxième réunion du Réseau Parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA à Yaoundé les 1er et 2 octobre 2003. La journée du 3 octobre a été consacrée aux visites d'un centre hospitalier pédiatrique et de l'ONG « Synergies Africaines contre le VIH/SIDA et les souffrances ». Pour rappel, le réseau parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA a été créé par une résolution de l'APF lors de sa XXVIème session, le 8 juillet 2000 à Yaoundé.

2. Il ressort des derniers chiffres établis en ce qui concerne cette épidémie qu'environ 42 millions de personnes sont actuellement reconnues comme étant séropositives dont 27 millions en Afrique . Sur les 4.100.000 personnes malades du VIH/ SIDA en Afrique subsaharienne, à peine 1% reçoivent un traitement à base de médicaments antirétroviraux. Pour l'ONUSIDA, les financements de la lutte contre l'épidémie demeurent très insuffisants.

3. En ce qui concerne la réunion elle-même :

- elle a révélé que les sections Afrique de l'APF ont toutes nommé un coordinateur et qu'elles ont déjà commencé à travailler sur la problématique d'une politique nationale de lutte contre le VIH/SIDA et sa traduction en terme parlementaire, ce qui est trop peu le cas des sections du Nord ;
- le grand reproche des sections africaines est l'absence des sections APF du Nord, à part la Communauté Française et la France. Cette absence des autres sections a été ressentie comme un manque de solidarité des pays du Nord à l'égard des victimes d'une maladie qui frappe surtout des pays d'Afrique ;
- la Communauté Française a participé activement aux débats en suscitant des initiatives susceptibles de dynamiser le Réseau dont le dépôt ( avec l'appui des coordinateurs du Mali, de Tunisie, du Maroc, du Tchad et du Niger) d' une proposition de résolution qui a été adoptée (voir le texte en annexe). Dans le cadre du Plan d'action, j'ai pu aussi proposer la création d'une fenêtre d'échanges sur le site Internet de l'APF qui devrait de préférence être financée par une section du Nord (quelle part la section de la Communauté Française pourrait prendre dans cette initiative ?). Cette fenêtre permettrait des échanges entre toutes les sections afin notamment de communiquer les initiatives parlementaires originales et significatives dont des propositions législatives sur le respect du secret médical et la sécurité transfusionnelle. Plusieurs délégations d'Afrique ont insisté sur la nécessité de ce type de propositions législatives dans leur pays.
- Via le projet de résolution adoptée à l'unanimité, j'ai proposé avec d'autres collègues l'étude et la mise en place d'un système de parrainage Nord/Sud des orphelins du VIH/SIDA. Dès la prochaine réunion du réseau à Lomé en octobre 2004, chaque section aura l'obligation de présenter un Rapport annuel sur la problématique de l'accueil en famille élargie ou en institutions de ces orphelins et la charge financière que représente et représentera cette prise en charge.

Une autre proposition a été adoptée via la Résolution, elle consiste à ce que le Réseau lors de sa réunion annuelle propose à l'Ordre de la Pléiade de décorer un membre d'un parlement et un

membre d'un Exécutif qui seraient les auteurs d'une action originale et significative en matière de lutte contre l'épidémie du VIH/SIDA.

Un nouveau calendrier d'activités 2003–2004 du Réseau a été établi, ce document ainsi mis à jour , devra nous être transmis par Paris.

4. En ce qui concerne les travaux en eux-mêmes, ils furent particulièrement denses les échanges de vues fort instructifs. Le climat fut coopératif et chaleureux.

Par le représentant de l'ONUSIDA, nous avons appris que cette agence de l'ONU regroupe des organismes différents comme le PNUD, l'UNICEF, le BIT, le PNUCID, des ONG et que bientôt le Programme Alimentaire Mondial (PAM) allait rejoindre ce projet parrainé par la Banque Mondiale. Le représentant de l'ONUSIDA, le docteur Ngioré, a bien expliqué que cette organisation en tant que telle ne distribue pas de fonds directement. Ce sont ses partenaires/parrains qui décident de couvrir financièrement telle ou telle action dans un pays. Ce représentant demande à l'un de ces organismes et au programme national de lutte contre le VIH/SIDA (PNLS) de financer les projets.

Le représentant de l'ONUSIDA est souvent mandaté pour couvrir plusieurs pays à la fois. La mission de l'ONUSIDA est principalement d'apporter son expertise dans la lutte contre le VIH/SIDA, d'aider à trouver les moyens de fournitures des soins aux personnes infectées et de contribuer à atténuer les conséquences sociales de cette épidémie.

Une autre manière de lutter contre l'épidémie et les préjugés est de côtoyer les malades, c'est pourquoi l'ONUSIDA emploie 40% de femmes qu'elles soient séropositives ou non. Il est important de montrer que des organisations internationales emploient normalement des personnes séropositives et qu'elles travaillent régulièrement comme des personnes non infectées ceci afin d'accroître la tolérance générale à l'égard des personnes atteintes par le VIH/SIDA .

L'ONUSIDA est décentralisée en 5 structures en Asie et Afrique. Pour l'Asie, il y a un bureau à Bangkok et à Delhi. Pour l'Afrique, il y a des bureaux au Caire, à Pretoria et Abidjan.

L'ONUSIDA envisage de déployer davantage de personnel fixe pour contrer l'épidémie. Du personnel sera disponible dès janvier 2004 à Dakar, Niamey, Bangui et Libreville.

Pour l'ONUSIDA, la majorité des pays africains ont une prévalence d'au moins 5% de la population, ce qui veut dire que l'on est face à une épidémie généralisée. L'Afrique est la région la plus touchée par l'épidémie, 29,2 millions de personnes sont infectées en Afrique subsaharienne. En 2002, 3,2 millions de personnes ont été infectées principalement dans la population sexuellement active de 15 à 40 ans.

A la suite de cette introduction du représentant de l'ONUSIDA, les coordinateurs des différentes sections ont fait part des expériences dans leur pays respectif. Ils ont évoqué leurs initiatives qui n'étaient pas connues préalablement des autres sections. Le Burkina Faso a évoqué le recours à des thérapies alternatives aux médicaments ARV, sans apporter des preuves de leur efficacité. Le débat est toujours en cours au parlement du Burkina Faso. Plusieurs sections dont la Communauté Française ont souligné l'importance de rester dans une démarche scientifique et médicalement fondée. D'autres pays comme le Sénégal ont fait part de résultats encourageants bien que des doutes furent exprimés sur la réalité des chiffres cités. Le Cameroun a insisté sur le dépistage ante natal chez les femmes enceintes pour suivre l'évolution de la maladie et lutter contre la transmission mère–enfant.

Une liste des coordinateurs a été établie à notre demande car ceux-ci ne disposaient pas des références des uns et des autres. Et il convient de faciliter et renforcer les contacts entre eux. Nous avons été avec d'autres à l'origine de la demande faite aux sections d'échanger leurs

expériences respectives afin de ne pas faire du travail inutile et qui a déjà été réalisé ailleurs. Dans ce but, il conviendrait d'ouvrir un site Internet collectif alimenté par les coordinateurs ou les sections afin que chacun puisse y puiser l'expérience des autres.

A cet égard, peut-être conviendrait-il d'envisager que cette « fenêtre » soit hébergée sur le site de la régionale Europe situé sur le site du Parlement de la Communauté Française de Belgique. La prise en charge de ce travail ne nécessite pas des moyens financiers importants. Elle implique cependant un investissement certain en terme de personnel.

Lors de la discussion des coordinateurs, deux expériences ont retenu en particulier l'attention :

- le Gouvernement camerounais a noué des partenariats avec des industries pharmaceutiques qui ont permis de diminuer les coûts des médicaments ARV par dix ! Des informations complémentaires seront demandées à ce sujet ;
- la prévention par le préservatif doit vaincre une hostilité encore marquée à son utilisation dans beaucoup de régions et surmonter l'inadéquation de beaucoup de messages de prévention. Des efforts significatifs ont été accomplis, par exemple le mode d'utilisation rédigé en langue régionale et adapté aux cultures locales dans des boîtes de préservatifs conditionnées sur place, notamment en Tunisie. Un autre facteur préoccupant est l'éducation insuffisante des jeunes filles qui représentent un groupe à haut risque.

5. Le bilan de cette session, outre les propositions évoquées plus haut, est :

- qu'il faut encore mieux clarifier les rapports avec l'ONUSIDA pour obtenir des financements complémentaires notamment de la FAO, de la Banque Mondiale, de l'Unicef, ... ;
- que le Réseau n'est pas une organisation panafricaine mais bien de l'ensemble de l'APF et donc les sections du Nord doivent également y participer plus activement ;
- qu'il faut mieux utiliser les moyens d'informations : mise en place d'un site Internet, maintien des réunions périodiques des sections au moins une fois par an... ;
- qu'il faut trouver un mode durable de financement du Réseau ;
- que l'approche de l'épidémie et de ses conséquences socio-économiques doit être multisectorielle et non pas limitée seulement au Ministère de la Santé ;
- qu'il conviendrait de nommer un coordinateur adjoint par section et que l'on tienne compte de la parité homme/femme autant que faire se peut ;
- que la participation de la section APF de la Communauté Française et celle de la France ont atténué la frustration des membres des sections du Sud face à l'absence de tant d'autres sections du Nord ;

6. J'ai également rencontré : le Professeur SOSSO, Vice-recteur de l'Université de Yaoundé 1, Professeur de médecine, ancien Doyen de la Faculté de Médecine ; le Professeur PRISO, professeur de Géographie de l'Université de Yaoundé qui m' a fait visiter la ville de Yaoundé en commentant les problèmes urbains actuels de la capitale camerounaise ; M.M.ELOUGA, directeur du Groupe de Recherche d'expertises environnementales et sociales (GRES ) ; M.NTIGA, journaliste au quotidien « Mutations » a été également rencontré.

7. J'ai été interviewé durant la tenue de la session du Réseau par la télévision et la radio camerounaise ce qui a entraîné plusieurs contacts supplémentaires avec des membres de la

société civile camerounaise.